



Opinions et perceptions des Français à l'égard de l'accès au droit

—
Etude IFOP pour le Conseil National des Barreaux



Méthodologie



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1004** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



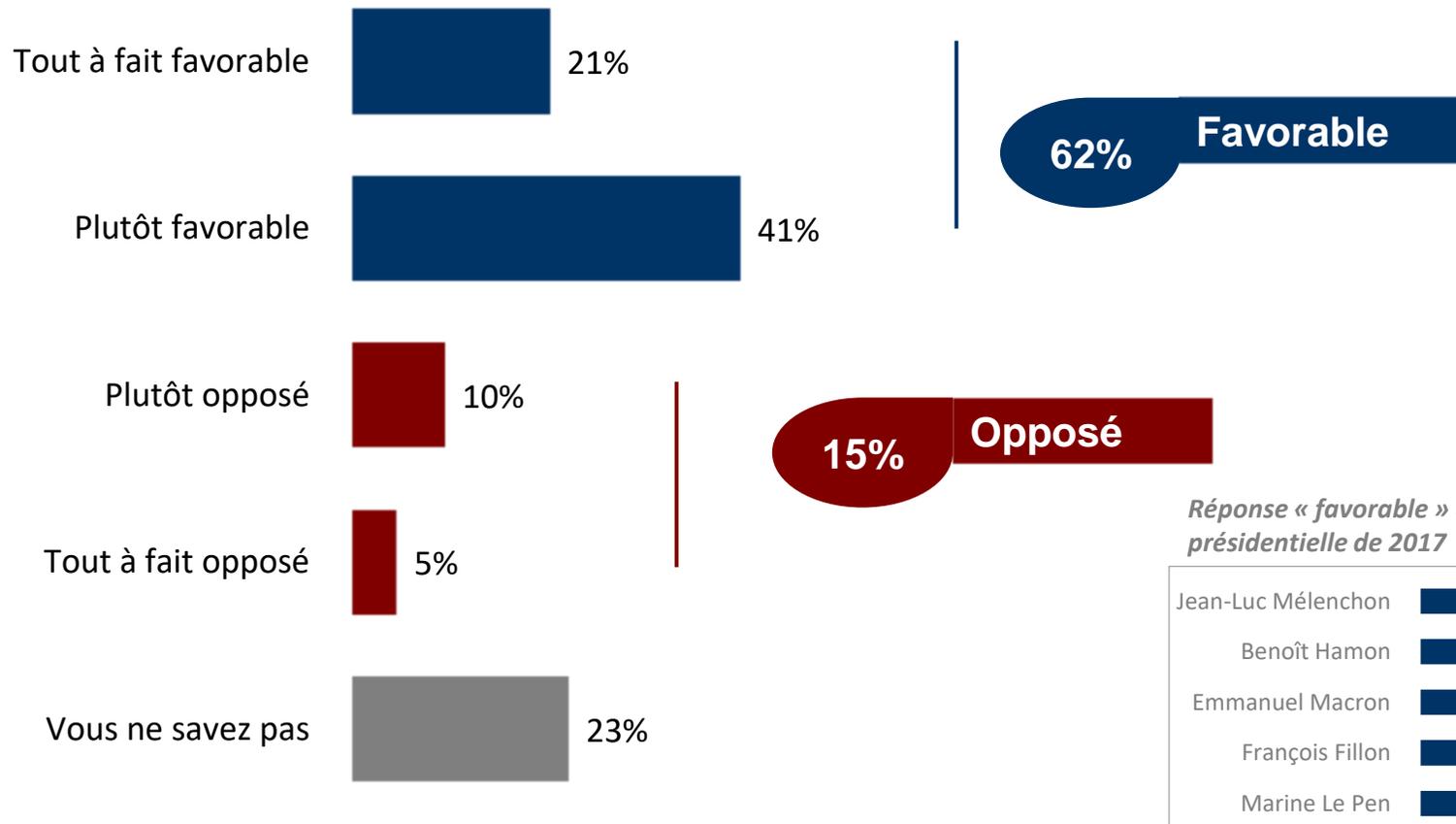
La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Les interviews ont été réalisées en ligne du 7 au 8 décembre 2021.

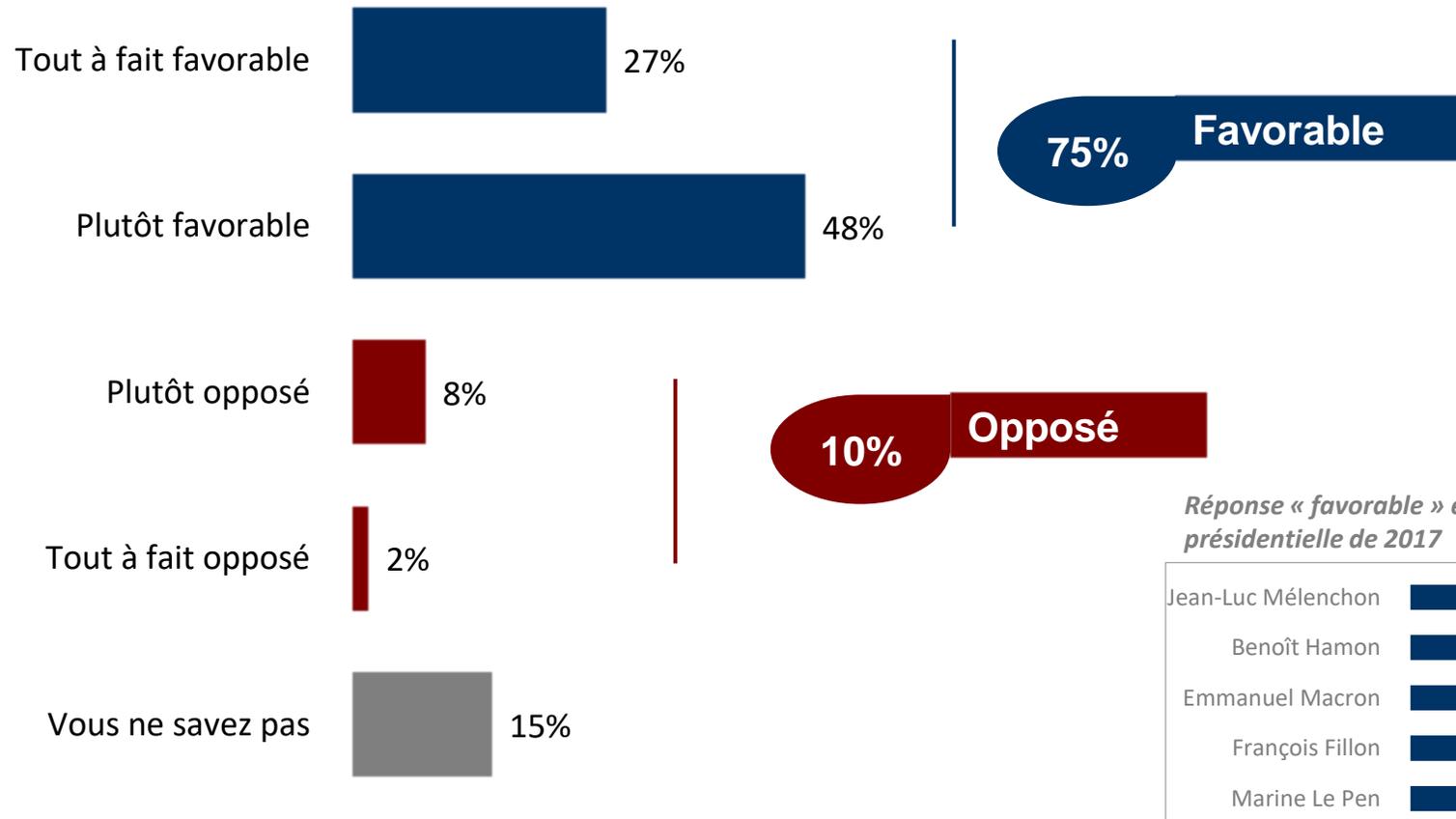
L'adhésion à un élargissement des compétences des départements et régions en matière d'accès au droit

Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé à ce que les régions et les départements bénéficient de compétences élargies et consacrent une partie de leur budget à des politiques publiques d'accès au droit ?



L'adhésion à un renforcement de la place de l'enseignement juridique au collège et au lycée

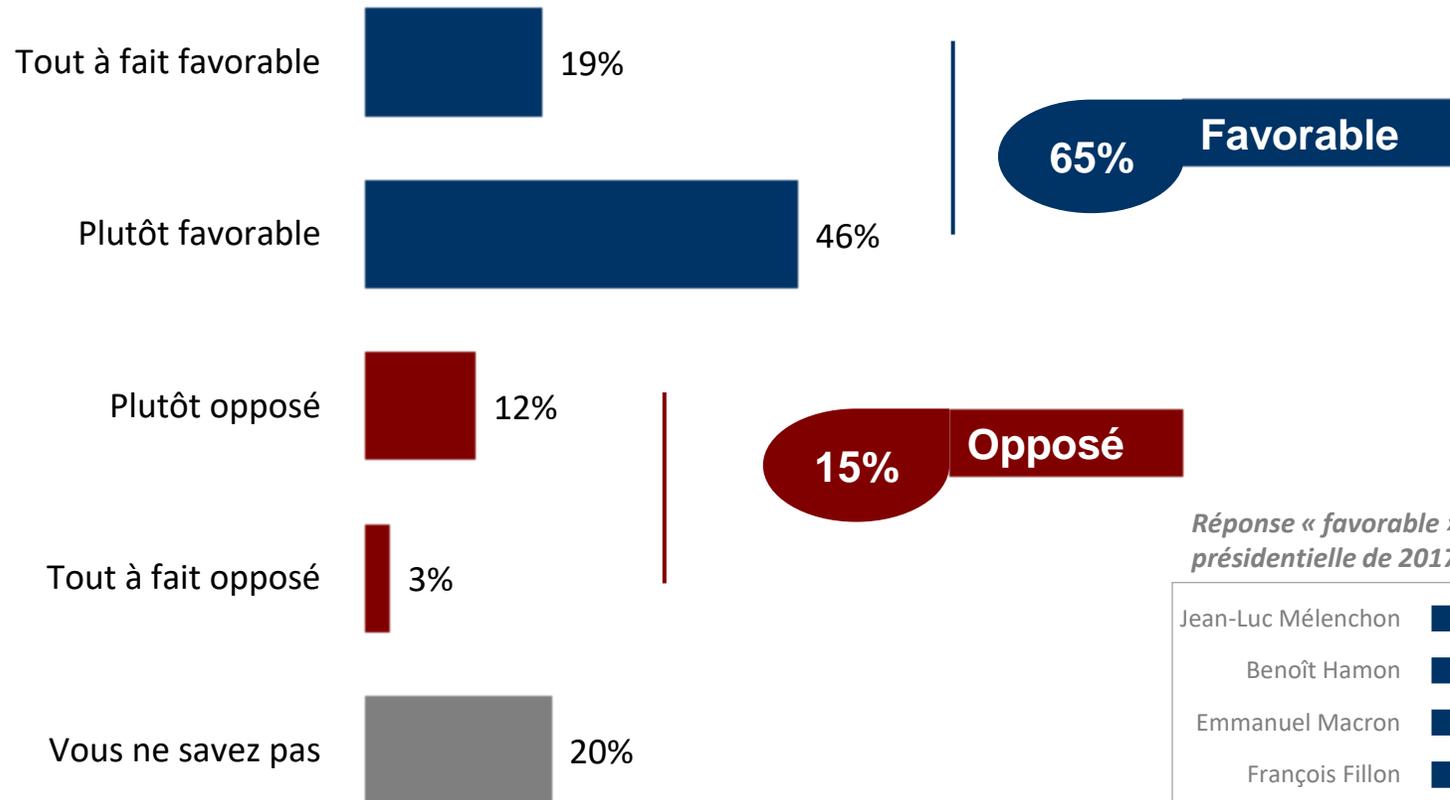
L'enseignement du droit est actuellement dispensé à partir des études supérieures au sein des facultés de droit. Cette matière n'est abordée au lycée qu'en série STMG et en option en terminale générale. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce que l'enseignement juridique soit renforcé au collège et au lycée et intégré aux enseignements fondamentaux ?



L'adhésion à la mise en place d'incitations fiscales pour faciliter l'accès aux professionnels du droit

Les incitations fiscales sont des mesures mises en place par l'Etat pour inciter les citoyens et les entreprises à adopter des comportements positifs. Les pouvoirs publics encouragent par exemple les citoyens à entreprendre des travaux de rénovation thermique par le biais de crédit d'impôt.

Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce que des incitations fiscales soient mises en place par les pouvoirs publics pour faciliter le recours par des particuliers et des entreprises à des professionnels du droit ?

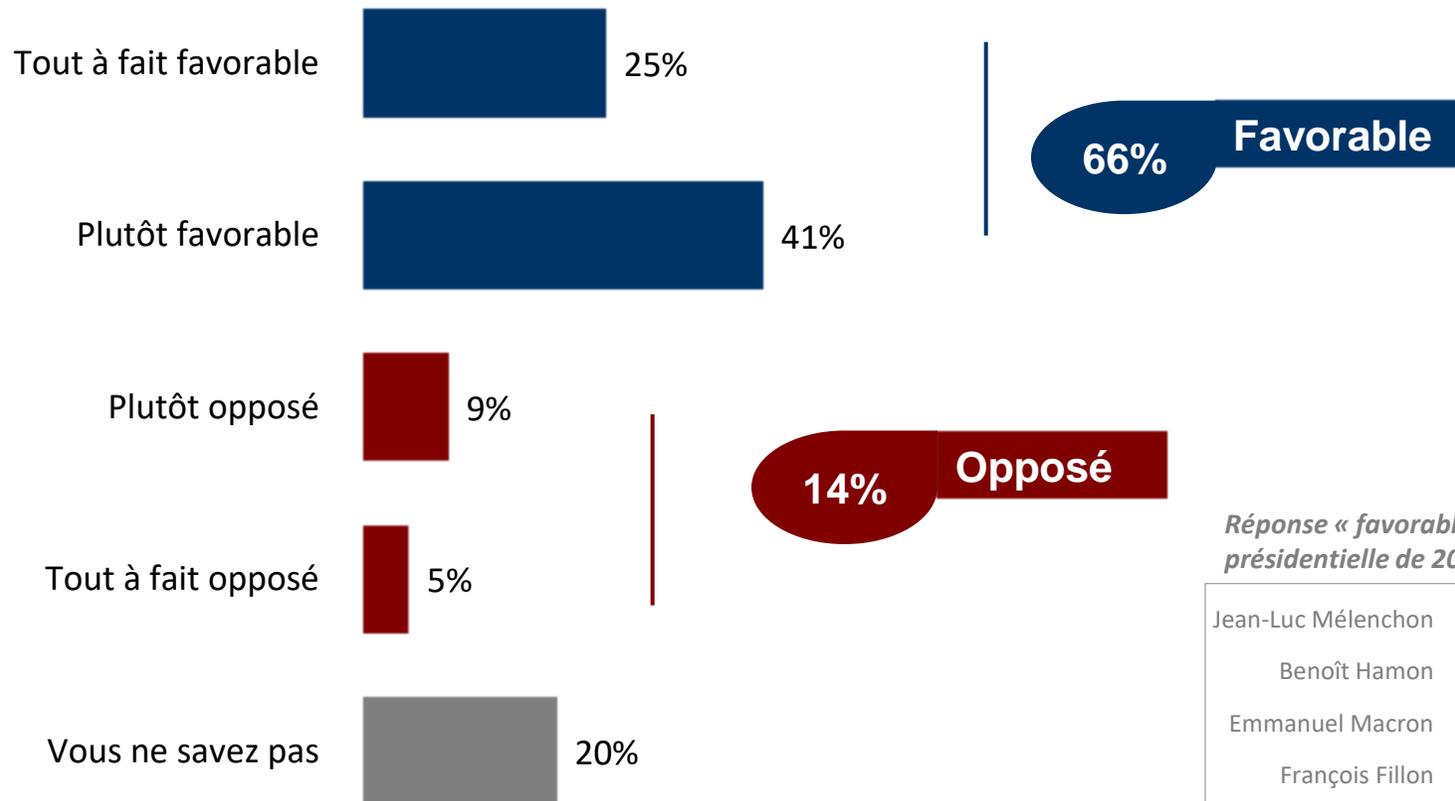


Réponse « favorable » en fonction du vote à la présidentielle de 2017

Jean-Luc Mélenchon	77
Benoît Hamon	60
Emmanuel Macron	75
François Fillon	63
Marine Le Pen	66

L'adhésion à une inscription dans la constitution du droit au recours à un avocat

La garantie du droit au recours à un avocat est inscrite dans la Constitution de certains pays (constitution tunisienne, espagnole, brésilienne). Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce que la garantie du droit au recours à un avocat soit inscrite dans la constitution française ?



Réponse « favorable » en fonction du vote à la présidentielle de 2017

Jean-Luc Mélenchon	85
Benoît Hamon	75
Emmanuel Macron	73
François Fillon	49
Marine Le Pen	71